Section des Conseillers du Commerce Extérieur de la France au Royaume-Uni

« Baromètre vivant » du 18 décembre 2009

ENERGIE ET ENVIRONNEMENT

ENERGIE et ENVIRONNEMENT: Des investissements d'infrastructure et de production majeurs dans un contexte économique et politique incertain

A) Contexte UK :

Depuis plusieurs décennies la politique énergétique du UK a été centrée sur l'exploitation des champs de pétrole et de gaz de la Mer du Nord, et le souci d'avoir des prix du gaz et de l'électricité compétitifs. L'exploitation des ressources « offshore » a permis d'attirer des compagnies de classe mondiale parmi lesquelles les compagnies pétrolières françaises Elf et Total devenus Total, la branche exploration production de GDF et les compagnies de service Schlumberger, Technip, Comex devenu Stolt Comex, CGG, Geoservices …

Après l'ouverture des marchés dans les années 90, les compagnies de génération et de distribution d'électricité dont EDF sont rentrées en compétition pour attirer les consommateurs industriels et privés créant les conditions pour des prix historiquement bas.

Aujourd'hui encore le bassin offshore fournit presque 70% de la demande de gaz mais le déclin des gisements amorcé en 2000 et les résultats relativement modestes de l'exploration font que le UK sera dépendant des importations pour 90% de sa demande de gaz en 2030.

Malgré le déclin cette industrie rapporte annuellement plus de 10 G£ au trésor britannique depuis 2005.

A1. Le premier point sera donc de s'assurer que cette transition de producteur en importateur se réalisera en toute sécurité pour l'approvisionnement et sans incidence sur la compétitivité des prix de l'énergie au UK.

Le cocktail en 2008 de sources d'énergie électrique était de 35% pour le gaz, 40% pour le charbon et 25% pour le nucléaire et renouvelables (dont seulement 5% pour ces dernières) pour une intensité d'émissions de 500g/KWh de CO_2. L'objectif du UK est de réduire cette intensité par un facteur de 5 d'ici à 2030 avec une part du nucléaire, renouvelables et charbon propre passant à 78% et la part du gaz déclinant à 22%, déclin toutefois inférieur à celui de la production de gaz domestique supposé compensé par des importations (Norvège, Qatar,..).

Cet objectif de développement des renouvelables, nucléaire et séquestration du CO2, est éminemment ambitieux et sa crédibilité souvent questionnée pour les raisons suivantes :

Rapidité de redéveloppement du nucléaire compte tenu des obstacles administratifs ? Risque de fermeture complète des centrales à charbon opérant sans séquestration du CO2 ? Réalisme de la croissance des renouvelables (éoliennes) ???

Sauf à remplir toutes ces conditions, le UK n'aura pas d'autres choix que de construire une autre vague de centrales à gaz avec plus d'émissions que prévu et des importations de gaz supplémentaires.

C'est pourquoi, le Gouvernement devra se soucier également de maximiser l'exploitation de ses propres ressources en offrant un régime fiscal et réglementaire compétitifs.

Total et ses partenaires discutent avec le Gouvernement des conditions fiscales applicables dans la zone très difficile de l'Atlantique à l'ouest des îles Shetlands où des accumulations de gaz pouvant atteindre 20% des réserves restantes du Royaume Uni restent à explorer et à développer par grande profondeur d'eau, supérieure à 600 mètres. La construction par Total et ses associés d'une infrastructure sous marine de transport du gaz par pipeline sur une distance de 400 km et de traitement du gaz sur les îles Shetlands est l'enjeu actuel qui permettra de lancer le développement par Total d'un premier ensemble de deux champs gaziers (Laggan et Tormore) nécessitant un investissement de plusieurs milliards de £.

A2. Le deuxième point crucial sera d'attirer l'investissement nécessaire pour remplacer le parc vieillissant de centrales à charbon et à gaz, (déficits de 34GW en 2020) et renforcer le réseau de transmission dans la même période

On estime entre 120 et 170 Milliards de £ sur les prochains 20 ans. Le volume des investissements nécessaire à la génération électrique et infrastructure associée Ces investissements ne pourront venir que du secteur privé et plus précisément des acteurs globaux comme EDF qui est impliqué dans la decommissioning et la construction de nouvelles capacités de production nucléaire dans la prochaine décennie, sans toutefois pouvoir ouvrir de nouveaux sites de génération nucléaire

Dans ce domaine également le gouvernement devra répondre au souci des investisseurs de voir le processus administratif d'approbation des projets assoupli, afin de solidifier les plannings des grands projets d'infrastructure souvent en proie à des retards et des surcoûts hors du contrôle de l'industriel.

Le « Planning Act », une réforme datant de 2008 vise à améliorer l'efficacité du processus de délivrance des permis et sa mise en œuvre sera cruciale pour ces projets.

A3. Le troisième point est lié aux émissions de gaz à effet de serre.

Le UK s'est engagé dans un « Climate Change Act » qui fixe une obligation légale de réduction des émissions de CO2 de : -20% en 2020 par rapport à 2005.

Cet objectif suppose une forte croissance des renouvelables – en particulier l'énergie éolienne, et des marées – très coûteuses, la réactivation du nucléaire qui devrait permettre après 2020 de compenser le coût élevé des renouvelables, la modernisation des centrales à gaz en vue d'un meilleur rendement, et la mise en œuvre de la séquestration du CO2 qui permettrait aux centrales à charbon de ne pas disparaître du parc de génération (d'où le fort lobby du secteur charbonnier pour inciter le gouvernement à aider le secteur du CCS).

La technologie du CCS (carbon capture & storage) est fortement encouragée par le gouvernement qui vient d'annoncer dans son pré-budget 2010 des subventions pour quatre projets pilotes de réinjection de CO2. Le gouvernement britannique s'intéresse au projet de Total, financé sur ses fonds propres, en France sur le site industriel de Lacq. Le Ministre de l'Energie et du CC, Lord Hunt a manifesté un fort intérêt et se rendra prochainement sur le site. C'est un bon thème pour les relations franco britannique.

Cette technologie coûteuse nécessitera pour sa mise en œuvre industrielle et commerciale un coût du CO2 élevé qui est encore loin des niveaux du marché actuel mais constitue une opportunité pour le stockage dans des gisements d'hydrocarbures en fin de vie.

Un certain nombre de mesures destinées à réduire la consommation des foyers (isolation, habitudes de chauffage et climatisation, appareils de basse consommation,..) vont être mises en œuvre.

Concernant l'industrie du raffinage, il est utile de noter que celle-ci est soumise à des réglementations de plus en plus contraignantes en matière d'émissions de GES :

- d'une part, les directives européennes issues du paquet Energie/Climat qui réglementent l'utilisation de biofuel dans les carburants et le système de marché des permis d'émission (ETS : emission trading system) qui fixe le niveau d'émissions de la production électrique et des grosses installations industrielles (ie raffineries) avec une réduction des « allocations gratuites » d'émission post 2012.

- d'autre part, au UK l'intention du DECC de taxer les fuels fossiles utilisés dans la génération de chaleur nécessaire aux procès industriels (ie raffinage) afin de subventionner les énergies renouvelables. Cette taxe qui viendrait introduire à partir de 2011 une surcharge par rapport au paquet énergie / climat européen serait insoutenable pour cette industrie déjà en danger de délocalisation et très exposée à la concurrence de pays qui n'ont pas les mêmes obligations. C'est un exemple très révélateur de l'absence de clarté dans les politiques sur le changement climatique et déjà au périmètre de l'Europe malgré les efforts déployés par certains Etats Membres dont la France.

B. Contexte global et compétitivité UK/Europe :

B1. Le virage qui a suivi la prise de conscience du déclin des productions nationales de gaz et pétrole en 2000, les enjeux du changement climatique et le contexte global de tensions géopolitiques ont entraîné des mesures favorisant les énergies renouvelables au risque de fabriquer de l'électricité à un coût trop onéreux pour l'industrie.

Ces objectifs de réduction des émissions et la forte utilisation du charbon dans la génération électrique ont des conséquences importantes sur la politique énergétique du pays.

- L'ouverture du nucléaire aux capitaux privés (EDF) a été décidée mais il faut maintenant mettre en œuvre les projets et flexibiliser les processus administratifs

- L'exploitation de la Mer du Nord qui a vécu une période faste entre 2001 et 2008 résultant de l'introduction de nouvelles technologies et de l'augmentation des prix du gaz et du pétrole se trouve aujourd'hui affectée par l'effondrement des prix du gaz conjugué à une augmentation considérable des coûts de service dans un contexte de vieillissement des installations, et d'un déficit de main d'œuvre spécialisée. L'activité d'exploration est en chute libre et le gouvernement devra prendre des mesures pour adapter la fiscalité qui est passée de 30% à 50% au cours des dernières années. Il faut aussi favoriser la formation après universités des techniciens et ingénieurs (ce problème des ressources humaines pour manager et exécuter des grands projets est valable pour le nucléaire d'ailleurs).

L'approvisionnement en gaz est toutefois assuré grâce aux importations de gaz de Norvège et de Hollande (plusieurs gazoducs) et grâce aux nouveaux terminaux de regazéification de GNL en provenance de Qatar ou autre source construits par les opérateurs internationaux (dont Total). Ces nouvelles importations contribuent aussi à la suralimentation du marché en cette période de consommation réduite et d'offre mondiale excessive.

● Le consommateur de gaz au UK industriel et particulier devrait bénéficier dans les trois prochaines années au moins d'un prix de gaz internationalement compétitif sauf tension mondiale due à des facteurs géopolitiques.

B2. Le UK devra attirer comme indiqué plus haut les investisseurs dans le secteur de la production et de la distribution d'électricité

Un des sujets de préoccupation des investisseurs et du gouvernement, qui est maintenant sensibilisé sur ce point, est la faible productivité sur les chantiers de grands projets.

Paradoxalement aussi, dans un pays libéral et champion du libre échange ,on voit resurgir le spectre du protectionnisme au travers de la défense de l' « emploi britannique » par les syndicats Entrave à la libre circulation de personnel européen, cadences de travail imposées par des meneurs au sein des syndicats qui n'hésitent pas à provoquer des grèves tous ces facteurs conduisant à des dépassements majeurs de budgets et de planning Total a fait en 2009 les frais de cet activisme politico/corporatiste sur un projet d'extension de sa raffinerie de Lindsey (construction d'un hydro désulfuriseur destiné à produire des diesels à basse teneur en soufre).

B3. Toutefois, l'incertitude qui règne dans le secteur est largement le miroir du contexte mondial (crise économique, baisse des investissements, compétition pour l'accès aux ressources) et des politiques régionales souvent opposées en matière de changement climatique (Europe, US, Asie), la conférence de Copenhague étant l'illustration des difficultés à surmonter

● Les planches de l'Agence Internationale de l'Energie sont jointes à ce résumé pour resituer le propos dans un contexte global où l'Energie et le climat deviennent des problématiques liées et en proie à une compétition globale de plus en plus forte, surtout depuis l'entrée des chinois dans la course aux ressources.

La part du pétrole, gaz et charbon représentera plus de 70% de la croissance de l'énergie primaire du monde d'ici à 2030 principalement tirée par les pays non OCDE. Il ne faut donc pas que l'Europe adopte une attitude trop naïve qui risquerait de mettre en péril la compétitivité de son industrie, surtout dans un pays comme le UK où la part de l'industrie dans le PIB est déjà fragile.

● Les ressources de pétrole et de gaz à développer sont de plus en plus concentrées entre quelques pays producteurs (MO, Russie et Afrique de l'Ouest) qui sont en position de force face aux compagnies internationales, comme l'ont démontré les récents appels d'offre en Iraq.

La croissance de la consommation freinée par la crise repartira et il est nécessaire pour accommoder cette croissance et compenser le déclin des gisements anciens de construire des nouvelles capacités de production. Le ralentissement des investissements observé en 2009, résultat des baisses de revenus des pays producteurs et des compagnies internationales, s'il perdurait, pourrait contribuer à un nouveau choc de prix dans les trois/cinq ans à venir. Les investissements seront colossaux dans la production d'énergie, le transport ; et les projets de réduction d'émissions. La technologie, l'innovation et la productivité seront les différentiateurs de compétitivité entre les différents acteurs mondiaux. Les gouvernements en Europe doivent prendre les décisions qui contribuent à créer un climat favorable à l'investissement et à la compétitivité: règles claires et pratiques, comprendre le business et sa globalité, chasser la bureaucratie excessive,…

● Les prix de l'énergie à moyen terme, malgré la chute jugée temporaire des prix du gaz dû à des surcapacités, devraient donc rester soutenus et inviter les consommateurs et les gouvernements à rechercher des économies de consommation qui seront bénéfiques pour le climat et promouvoir des solutions performantes en coût pour fabriquer de l'énergie électrique.

● Il y a un fort risque de délocalisation de l'industrie du raffinage et de fermetures de certains sites en Europe surtout si les pouvoirs publics au UK s'acharnent à taxer une industrie déjà en difficulté.

C. Conclusion

● La crise financière a arrêté la croissance des consommations d'énergie fossile mais celle-ci va repartir entraînant à moyen terme des tensions sur les prix (sauf changement radical des politiques).

● L'enjeu du changement climatique aura un impact considérable sur le monde de l'énergie.

Une politique de climat est indissociable d'une politique de l'énergie avec des actions concrètes :

- sur l'offre et la sécurité
- sur l'efficacité énergétique
- pour l'industrie pétrolière, utiliser ses compétences pour promouvoir le CCS dans un cadre réglementaire clair

● Le gaz naturel peut jouer un rôle clef dans la période de transition des deux prochaines décennies.

Michel Contie - Chairman Total Holdings UK